



CHAPITRE 67

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Audito-
rium.

1. La cité de Verdun est autorisée à exploiter l'Auditorium et, à ces fins, passer des contrats de louage, organiser des événements sportifs, exiger des permis et en fixer le coût. Les dépenses et revenus de cette exploitation font partie du fonds général de la cité.

1933,
c. 124,
s. 11,
remp.

2. L'article 11 de la loi 23 George V, chapitre 124, remplacé par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 82, est de nouveau remplacé par le suivant:

Indem-
nité.

"11. Les conseillers municipaux recevront annuellement une indemnité de

CHAPTER 67

An Act to amend the charter of the city of Verdun

[Assented to, the 19th of December, 1951]

WHEREAS the city of Verdun has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 73, and the acts amending it, be further amended; and

Preamble.

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The city of Verdun is authorized to operate the Auditorium, and, for such purposes, to make contracts of lease, organize sporting events, require permits and fix the cost thereof. The expenses and revenue of such operation shall form part of the general fund of the city.

Audito-
rium.

2. Section 11 of the act 23 George V, chapter 124, replaced by section 3 of the act 11 George VI, chapter 82, is again replaced, by the following:

c. 124,
s. 11,

replaced.

"11. The municipal councillors shall receive annually an indemnity of fifteen

Indem-
nity.

mille cinq cents dollars et le maire, de cinq mille dollars. Ces indemnités sont considérés comme frais des représentation."

hundred dollars and the mayor five thousand dollars; such indemnities are considered as expense allowance."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
mod. pour
la cité.

3. L'article 426 de la Loi des cités et villes, est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant, après le paragraphe 6°, le suivant:

Matières
inflammables.

"6°a Réglementer, permettre ou défendre les établissements où sont emmagasinés, pour être vendus, des matériaux inflammables mais sans préjudice des droits acquis des tiers."

3. Section 426 of the Cities and Towns Act, is amended, for the city of Verdun, by adding, after paragraph 6, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
city.

"6a. Regulate, permit or forbid establishments in which are stored to be sold, inflammable materials but without prejudice to the acquired rights of third parties."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
mod. pour
la cité.

4. L'article 427 de la Loi des cités et villes, chapitre 233, est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant après le paragraphe 4°, le suivant:

Viande
chevaline.

"4°a Pour réglementer les établissements où se vend la viande chevaline."

4. Section 427 of the Cities and Towns Act, is amended, for the city of Verdun, by adding after paragraph 4, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
city.

"4a. To regulate establishments in which horsemeat is sold."

S.R.,
c. 233,
a. 473,
mod. pour
la cité.

5. Le paragraphe 8°a de l'article 473 de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 57, et remplacé, pour la cité de Verdun, par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 78, est de nouveau remplacé par le suivant:

Pension
aux officiers
ou employés
municipaux.

"8°a Pour accorder à tout officier ou employé permanent qui ne sera pas éligible au fonds de pension prévu au paragraphe précédent, une pension égale au tiers du salaire annuel effectivement gagné pendant les dix dernières années, à ceux qui auront été au service de la cité pendant au moins vingt-cinq ans et qui auront atteint l'âge de soixante-cinq ans, et égale au cinquième du salaire annuel effectivement gagné pendant les dix dernières années à ceux qui auront été au service de la cité pendant au moins vingt ans et qui auront atteint l'âge de soixante-dix ans, lorsque le conseil jugera que tel officier ou employé permanent devra être mis à sa pension. Cette pension ne devra en aucun temps être moindre de quatre cent quatre-vingts dollars par année, le tout sujet

5. Paragraph 8a of section 473 of the Cities and Towns Act, enacted for the city, by section 7 of the act 10 George VI, chapter 57, and replaced, for the city of Verdun, by section 6 of the act 13 George VI, chapter 78, is again replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 473,
am. for
city.

"8a. To grant to any permanent officer or employee who shall not be eligible for the pension fund contemplated in the preceding paragraph a pension equal to one-third of the annual salary effectively earned during the last ten years, to those who shall have been in the service of the city for at least twenty-five years, and who shall have attained the age of sixty-five years, and equal to one-fifth of the annual salary effectively earned during the last ten years to those who shall have been in the service of the city for at least twenty years and who shall have attained the age of seventy years, when the council shall deem that such permanent officer or employees is to be superannuated. Such pension shall not at any time be less than four hundred and eighty dol-

Pension
to municipal
officers
or employees.

à l'approbation préalable de la Commission métropolitaine de Montréal."

lars a year, the whole subject to the previous approval, of the Montreal Metropolitan Commission."

S.R.,
c. 233,
a. 526,
rempl.
pour la
cité.

6. L'article 526 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII, (2e session), chapitre 48, et par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 78, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

6. Section 526 of the Cities and Town Act, replaced, for the city, by section 1 of the act 1 Edward VIII (2nd Session) chapter 48, and by section 4 of the act 13 George VI, chapter 78, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526,
replaced
for city.

Taxes sur
commer-
ces, etc.

"526. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tout commerce, manufacture, établissement financier ou commercial, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profits et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que tels droits ou taxes mentionnés dans le présent alinéa n'excèdent pas quatre cents dollars par année pour les personnes qui ont leur siège social ou leur principal établissement depuis au moins douze mois dans la municipalité.

"526. In addition to the taxes provided for in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the municipality, provided that such dues or taxes mentioned in this paragraph do not exceed the sum of four hundred dollars per annum for persons who have had their corporate seat or their principal establishment since at least twelve months in the municipality.

Taxes on
trades,
etc.

Taxe
d'affaires.

La cité est en outre autorisée à prélever sur toutes catégories ou classes de commerces, d'industries, de manufactures, d'établissements financiers, d'occupations, d'arts, de professions, de métiers, ou moyens de profits et d'existence exercé ou exploités par une ou des personnes, sociétés, compagnies ou corporations dans les limites de la municipalité ou, à la discrétion du conseil sur certains ou certaines des dites catégories ou classes qui ont leur siège social ou leur principal établissement depuis au moins douze mois dans la municipalité, une taxe appelée une taxe d'affaires n'excédant pas onze pour cent de la valeur annuelle, telle que portée au rôle d'évaluation de la dite cité, des lieux dans lesquels s'exercent les dits commerces, industries, manufactures, établissements financiers, occupations, arts,

The city is, in addition, authorized to levy on all categories or classes of trade, industry, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood carried on or followed by one or more persons, firms, companies or corporations in the municipality, or, at the council's discretion, on one or more of the said categories or classes who or which have had their corporate seat or their principal establishment since at least twelve months in the municipality, a tax called "business tax" not exceeding eleven per cent of the annual value, as entered on the valuation roll of the said city, of the premises in which such trades, industries, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or

Business
tax.

professions, métiers ou moyens de profits ou d'existence mentionnés ci-dessus.

Etran-
gers.

Pour les personnes, sociétés, compagnies ou corporations qui n'ont pas dans la dite cité leur siège social ou leur principal établissement depuis douze mois, les taxes imposées aux deux alinéas précédents pourront être de cinquante pour cent plus élevées que celles que les dits alinéas imposent aux personnes qui y ont leur siège social ou leur principal établissement depuis douze mois. Les sociétés de secours mutuels et associations charitables ne sont pas assujetties à cette taxe."

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

a livelihood, mentioned above, are exercised or carried on.

For the persons, firms, companies or corporations who or which have not had in the said city their corporate seat or their principal establishment for twelve months, the taxes imposed in the two preceding paragraphs may be fifty per cent higher than those which the said paragraphs impose on persons who have had their corporate seat or principal establishment there for twelve months. Mutual benefit associations and charitable institutions shall not be subject to such tax."

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force